Vu l'arrêté du ministre de l'emploi du 27 décembre 2002, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur épreuves pour l'intégration des mécanographes dans le grade de laboratoire informatique.

Arrête :

Article premier. - Est ouvert au ministère de l'emploi, le 11 mars 2003 et jours suivants, un concours interne sur épreuves pour l'intégration des mécanographes dans le grade de technicien de laboratoire informatique.

Art. 2. - Le nombre de postes à pourvoir est fixé à deux (2) postes.

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 11 février 2003.

Tunis, le 27 décembre 2002.

Le Ministre de l'Emploi
Chadli Laroussi

Vu

Le Premier Ministre
Mohamed Ghannouchi

Arrêté du ministre de l'emploi du 27 décembre 2002, portant ouverture d'un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de secrétaire dactylographe.

Le ministre de l'emploi,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 98-834 du 13 avril 1998, fixant le statut particulier du corps commun des administrations publiques, tel qu'il a été modifié par le décret n° 98-1686 du 31 août 1998 et le décret n° 99-528 du 8 mars 1999

Vu l'arrêté du Premier ministre du 30 janvier 1999, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de secrétaire dactylographe du corps administratif commun des administrations publiques.

Arrête :

Article premier. - Est ouvert au ministère de l'emploi, le 24 février 2003 et jours suivants, un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de secrétaire dactylographe.

Art. 2. - Le nombre de postes à pourvoir est fixé à deux (2) postes.

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 24 janvier 2003.

Tunis, le 27 décembre 2002.

Le Ministre de l'Emploi
Chadli Laroussi

Vu

Le Premier Ministre
Mohamed Ghannouchi

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES**

Décret n° 2002-3468 du 30 décembre 2002, portant modification du décret n° 99-846 du 12 avril 1999, portant création d'une unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet d'aménagement hydro-agricole de Bouficha du gouvernorat de Sousse et fixant son organisation et les modalités de son fonctionnement.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu la loi n° 89-44 du 8 mars 1989, portant création des commissariats régionaux au développement agricole, telle que complétée par la loi n° 94-116 du 31 octobre 1994,

Vu le décret n° 88-188 du 11 février 1988, réglementant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels de secrétaire général de ministère, de directeur général d'administration centrale, de directeur d'administration centrale, de sous-directeur d'administration centrale et de chef de service d'administration centrale, tel que modifié et complété par le décret n° 98-1872 du 28 septembre 1998,

Vu le décret n° 89-832 du 29 juin 1989, fixant l'organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement des commissariats régionaux au développement agricole, tel que modifié et complété par le décret n° 92-1872 du 26 octobre 1992,

Vu le décret n° 89-1238 du 31 août 1989, fixant l'organisation spécifique du commissariat régional au développement agricole de Sousse, tel que complété par le décret n° 95-837 du 2 mai 1995,

Vu le décret n° 96-49 du 16 janvier 1996, fixant le contenu des plans de mise à niveau de l'administration et les modalités de leur élaboration, réalisation et suivi,

Vu le décret n° 96-1236 du 6 juillet 1996, portant création des unités de gestion par objectifs,

Vu le décret n° 99-846 du 12 avril 1999, portant création d'une unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet d'aménagement hydro-agricole de Bouficha du gouvernorat de Sousse et fixant son organisation et les modalités de son fonctionnement,

Vu le décret n° 2001-419 du 13 février 2001, fixant les attributions du ministère de l'agriculture,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - La période de réalisation du projet d'aménagement hydro-agricole de Bouficha du gouvernorat de Sousse est prorogée de trois ans à compter de la date d'achèvement de la période fixée par l'article 3 du décret n° 99-846 du 12 avril 1999 susvisé.

Les durées de réalisation des composantes du projet sont prorogées comme suit :

1 - Acquisition des conduites amiante ciment :

La durée de sa réalisation est prorogée jusqu'au 10 avril 2003.

2 - installation du réseau principal du projet :

La durée de sa réalisation est prorogée jusqu'à la fin du mois d'avril 2004.

3 - installation du réseau auxiliaire du projet :

La durée de sa réalisation est prorogée jusqu'à la fin du mois de juillet 2003.

4 - acquisition des équipements relatifs à la maîtrise et à la protection du réseau et de sa fondation :

La durée de sa réalisation est prorogée jusqu'à la fin du mois d'avril 2003.

5 - aménagement des pistes agricoles :

La durée de sa réalisation est prorogée jusqu'à la fin du mois de mars 2004,

6 - clôture des dossiers administratifs et financiers et des marchés ainsi que la réalisation des opérations d'appui et de vulgarisation visant l'amélioration de la rentabilité du projet :

La durée de sa réalisation est fixée à trois ans à compter de la première année de la période de prorogation du projet.

Art. 2. - Le ministre des finances et le ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 30 décembre 2002.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2002-3469 du 30 décembre 2002, modifiant le décret n° 92-2246 du 28 décembre 1992, fixant les modalités et les conditions d'obtention de l'homologation et de l'autorisation provisoire de vente des pesticides à usage agricole ainsi que des autorisations de leur fabrication, importation, formulation, conditionnement, vente et distribution.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques,

Vu la loi n° 92-72 du 3 août 1992, portant refonte de la législation relative à la protection des végétaux, telle que complétée par la loi n° 99-5 du 11 janvier 1999 et modifiée par la loi n° 2001-28 du 19 mars 2001, relative à la simplification des procédures administratives dans le secteur de l'agriculture et de la pêche,

Vu le décret n° 91-362 du 13 mars 1991, relatif aux études d'impact sur l'environnement,

Vu le décret n° 92-2246 du 28 décembre 1992, fixant les modalités et les conditions d'obtention de l'homologation et de l'autorisation provisoire de vente des pesticides à usage agricole ainsi que des autorisations de leur fabrication, importation, formulation, conditionnement, vente et distribution,

Vu le décret n° 2001-419 du 13 février 2001, fixant les attributions du ministère de l'agriculture,

Vu le décret n° 2002-2129 du 23 septembre 2002, portant rattachement de structures relevant de l'ex-ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire au ministère de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques,

Vu l'avis du ministre du tourisme, du commerce et de l'artisanat, le ministre de l'industrie et de l'énergie et le ministre de la santé publique,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - L'intitulé du décret n° 92-2246 du 28 décembre 1992 susvisé est modifié comme suit :

décret n° 92-2246 du 28 décembre 1992, fixant les modalités et les conditions d'obtention de l'homologation, des autorisations provisoires de vente des pesticides à usage agricole, ainsi que les conditions de leur fabrication, importation, formulation, conditionnement, stockage, vente, distribution et les conditions d'utilisation des pesticides à usage agricole extrêmement dangereux.

Art. 2. - Les dispositions de l'article premier du décret n° 92-2246 du 28 décembre 1992 susvisé, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article premier (nouveau). - Le présent décret fixe les modalités et les conditions d'obtention de l'homologation et des autorisations provisoires de vente des pesticides à usage agricole ainsi que les conditions de leur fabrication, importation, formulation, conditionnement, stockage, vente, distribution et les conditions d'utilisation des pesticides à usage agricole extrêmement dangereux.

Art. 3. - L'intitulé du chapitre II du décret n° 92-2246 du 28 décembre 1992 susvisé est modifié comme suit :

"chapitre II : Conditions de fabrication, d'importation, de formulation, de conditionnement, de stockage, de vente, de distribution des pesticides à usage agricole et les conditions d'utilisation des pesticides à usage agricole extrêmement dangereux".

Art. 4. - Les dispositions des articles 2 et 3 du décret n° 92-2246 du 28 décembre 1992 susvisé, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 2 (nouveau). - Toute personne sollicitant la fabrication, l'importation, la formulation, le conditionnement, le stockage, la vente ou la distribution des pesticides à usage agricole doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges prévu par l'article 17 de la loi n° 2001-28 du 19 mars 2001 susvisée et doit être :